

INTECH S.A.

Société anonyme

17-19, avenue de la Libération

L-3850 Schiffange

R.C.S. Luxembourg numéro B 52.838

NUMÉRO 4840

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 16
DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le seize décembre.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « **INTECH S.A.** », société anonyme (ci-après désignée par la « Société »), ayant son siège social à L-3850 Schiffange, 17-19, avenue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.838, constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 30 octobre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 25 du 15 janvier 1996 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 400 du 30 avril 2005.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sophie BECKER, résidant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 43, Boulevard Prince Henri.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Sophie BECKER, résidant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 43, Boulevard Prince Henri.

L'Assemblée élit comme scrutateur Monsieur Jos GLOD, résidant professionnellement à L-2020 Luxembourg, 8A, avenue Monterey.

Le bureau ainsi constitué constate que les vingt mille (20.000) actions de la Société représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées, ainsi qu'il résulte d'une liste de présence signée par le mandataire des actionnaires, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, laquelle liste restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Resteront pareillement annexée aux présentes les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par leur mandataire, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Monsieur le Président déclare et prie le Notaire d'acter ce qui suit:

I. Qu'il résulte de la susdite liste de présence, que l'intégralité du capital social de la Société est dûment représentée à la présente Assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit.

II. Que chaque actionnaire confirme par simple signature des présentes avoir été dûment et pleinement informé de l'ordre du jour de la présente Assemblée et accepter que l'Assemblée se tienne sans convocation ou publication préalable.

III. Que la présente Assemblée a comme

ORDRE DU JOUR:

1. Modification de l'objet social de la Société,
2. Transfert du siège social de la Société,
3. Refonte des statuts dans leur intégralité,
4. Distribution de tantièmes pour l'année 2016,
5. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, prend par votes séparés et unanimes les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION:

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la Société et par conséquent l'article 4 des statuts comme suit :

« La Société a pour objet, au Luxembourg et à l'étranger :

4.1. La société a pour objet le conseil et la prestation de services

dans le domaine des télécommunications et de l'informatique.

4.2. La société a également pour objet les activités de consultance en gestion de projets, en organisation, et les activités de conseil dans les domaines techniques, logistiques et commerciaux.

4.3. la société a encore pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

4.4. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.»

DEUXIEME RESOLUTION:

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle sise à L-3850 Schiffflange, 17-19, avenue de la Libération à L-3670 Kayl, 208, rue de Noertzange.

TROISIEME RESOLUTION:

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société comme suit:

«TITRE I.-FORME – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – OBJET – DUREE

Article 1. FORME ET DENOMINATION

Il existe une société anonyme (la « **Société** »), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »).

La dénomination de la Société est « **INTECH S.A.**».

Article 2. SIEGE SOCIAL

2.1. Le siège de la Société est établi à Kayl.

2.2. Il peut être transféré dans la même municipalité ou dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par simple

décision du Conseil d'Administration, qui pourra modifier les statuts en conséquence.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

2.4. Le Conseil d'Administration peut constituer des succursales ou des bureaux de représentations tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Article 3. DUREE

3.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2. La Société peut être dissoute à n'importe quel moment, avec ou sans cause par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires adoptée dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Article 4. OBJET

La Société a pour objet, au Luxembourg et à l'étranger :

4.1. La société a pour objet le conseil et la prestation de services dans le domaine des télécommunications et de l'informatique.

4.2. La société a également pour objet les activités de consultance en gestion de projets, en organisation, et les activités de conseil dans les domaines techniques, logistiques et commerciaux.

4.3. la société a encore pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se

rattachant directement ou indirectement à son objet.

4.4. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

TITRE II.-CAPITAL – ACTIONS

Article 5. CAPITAL

5.1. Le capital social de la Société est fixé à deux cent mille Euros (200.000,- EUR) représenté par vingt mille (20.000) actions d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-) chacune (les Actions). Les détenteurs des actions sont désignés collectivement comme les «**Actionnaires**».

5.2. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Actionnaires. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Actions que la Société peut racheter à son/ses Actionnaire(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions à l'/aux Actionnaire(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

5.3. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée générale des actionnaires adoptée dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Article 6. ACTIONS

6.1. Chaque Action donne droit à une voix.

6.2. Les actions doivent être sous forme nominative. Un registre des Actions sera conservé au siège social, où il sera disponible pour contrôle par tout Actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, son lieu de résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, la valeur nominale ou le pair comptable payé sur chacune de ces Actions, l'émission d'Actions, le transfert des Actions et les dates de cette émission et des transferts. La propriété des Actions sera établie par inscription dans ce registre. Des certificats de ces entrées peuvent être émis aux Actionnaires et ces certificats, le cas échéant, seront signés par le Président du Conseil d'Administration ou par deux autres membres du Conseil

d'Administration.

6.3. La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la Loi le permet, procéder au rachat de ses propres Actions.

TITRE III.-ADMINISTRATION

Article 7. ADMINISTRATION

7.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, Actionnaires ou non (le « **Conseil d'Administration** » et chaque membre individuellement, un « **Administrateur** »). Elle peut être administrée par un administrateur unique dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle qui assumera alors tous les droits, devoirs et obligation du Conseil d'administration.

7.2. Les administrateurs sont nommés pour un terme ne pouvant dépasser six (6) années, mais tout membre peut être réélu pour des mandats successifs.

7.3. Tout administrateur peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale des Actionnaires, sans préavis et sans cause.

7.4. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses Administrateurs un président (le « **Président** »).

Article 8. VACANCE DU POSTE

Si une vacance du poste d'un membre du Conseil d'Administration se produit, cette vacance peut être comblée, sur une base temporaire par les membres restants jusqu'à la prochaine assemblée générale des Actionnaires (mais en aucun cas pour une période excédant la durée du mandat du membre du Conseil d'Administration, qu'il / elle remplace), qui se prononcera sur une nomination permanente.

Article 9. POUVOIRS – DELEGATION – NEGOCIATION AVEC DES TIERS

9.1. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition en conformité avec l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires relèvent de la compétence du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut verser des dividendes intérimaires en conformité avec la Loi et tout accord des Actionnaires conclu de temps à autre liant la Société.

9.2. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière

de la Société à une ou plusieurs personnes qui ne doivent pas nécessairement être Administrateur ni Actionnaire (le «**Délégué à la Gestion Journalière**»).

9.3. La Société peut également accorder des pouvoirs spéciaux à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire(s) de la Société.

9.4. La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs. La société sera également engagée par la seule signature d'un Délégué à la Gestion Journalière dans les limites de la gestion quotidienne, à moins que des décisions spéciales aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de compétences et mandats conférés par le Conseil d'Administration.

9.5. Le Conseil d'Administration peut décider de créer des comités et déterminer leur composition et fonctions. Ces comités doivent agir sous le contrôle du Conseil d'Administration. Cependant, l'attribution de telles fonctions à tout comité ne doit pas se traduire par une délégation des compétences qui sont expressément réservées par la Loi ou les Statuts au Conseil d'Administration, aux Actionnaires, au Président ou au Délégué à la Gestion Journalière ou à une réduction ou une limitation de leurs compétences respectives.

9.6. Tout litige impliquant la Société, soit comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le Conseil d'Administration, représenté par son Président ou par le Délégué à la Gestion Journalière.

Article 10. CONVOCATION DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

10.1. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) Administrateurs en font la demande. Dans le cas où tous les administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.2. Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration doit être donné à ses membres cinq (5) jours calendaires au moins à l'avance de la date prévue pour la réunion par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, sauf en

cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de cette urgence doivent être indiqués dans l'avis. L'avis de convocation n'est pas nécessaire en cas de consentement de chaque membre du Conseil d'Administration, par écrit, par lettre, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de ce document étant une preuve suffisante. En outre, un avis de convocation n'est pas requis pour une réunion qui se tiendra à un moment et un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration. Aucun avis de convocation ne sera en outre nécessaire dans le cas où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration ou dans le cas de décisions écrites conformément aux Statuts.

Article 11. DEROULEMENT DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

11.1. Chaque Administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication électronique, un autre Administrateur comme son mandataire.

11.2. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Sauf en cas de questions requérant l'Unanimité du Conseil et questions requérant la majorité qualifiée du Conseil, les résolutions seront valablement adoptées par la majorité des votes des Administrateurs présents en personne ou par mandataire à telle réunion. Dans le cas d'égalité des voix, le Président aura un vote prépondérant.

11.3. Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visio-conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Les membres du Conseil d'Administration qui participent à une réunion du Conseil d'Administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs

votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès –verbal de la réunion.

11.4. En cas d'urgence, des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil d'Administration auront la même validité et le même effet que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

11.5. Le procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration est signé par tous les Administrateurs présents ou représentés à la réunion. Des extraits seront certifiés par le Président ou tout Administrateur ou par toute personne désignée lors d'une réunion du Conseil d'Administration.

TITRE IV.-SURVEILLANCE

Article 12. SURVEILLANCE

Les comptes annuels de la Société doivent être audités par un (des) commissaire(s), nommé(s) par l'assemblée générale des Actionnaires qui fixe sa rémunération, ainsi que la durée de son mandat qui ne peut excéder six (6) années.

TITRE V.- ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Article 13. POUVOIRS DES ASSEMBLEES GENERALES

13.1. Toutes les assemblées générales des Actionnaires régulièrement constituées doivent représenter l'ensemble des actionnaires de la Société.

13.2. L'Assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts et par la Loi.

13.3. Si la Société a un actionnaire unique, cet actionnaire exerce tous les pouvoirs conférés par l'assemblée générale des Actionnaires par les statuts et par la Loi.

Article 14. CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

14.1. Une assemblée générale des Actionnaires de la Société peut être convoquée à tout moment par le Conseil d'Administration au lieu et à la date indiquée dans la convocation à cette assemblée.

14.2. Une assemblée générale des Actionnaires doit être convoquée par le Conseil d'Administration sur la demande faite par écrit portant mention de l'ordre du jour, adressée au Conseil

d'administration, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital de la Société et sera tenue dans un délai de un (1) mois à partir de la réception de cette demande.

14.3. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra au Luxembourg, au siège social de la Société, ou à tel autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social précisé dans la convocation à l'assemblée, le vingtième jour du mois d'avril à 15 heures (CET) de chaque année. Si ce jour correspond à un jour férié ou tombe durant le week-end l'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

14.4. La convocation pour chaque assemblée générale doit contenir au minimum l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée et description précise des procédures que les Actionnaires doivent suivre pour être en mesure de participer et de voter à l'assemblée générale des Actionnaires. La convocation sera envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée aux Actionnaires.

14.5. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et informés de l'ordre du jour à l'assemblée, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

Article 15. DEROULEMENT DES ASSEMBLEES GENERALES

15.1. Un *bureau* de l'assemblée sera formé à toute assemblée générale des Actionnaires composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'Assemblée générale des Actionnaires et sans devoir être un Actionnaire, ni un membre du Conseil d'Administration. Le *bureau* de l'assemblée veillera en particulier à ce que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables.

15.2. Une liste de présence doit être établie à chaque assemblée générale des Actionnaires.

15.3. Les Actionnaires absents peuvent voter par procuration à toute assemblée générale des Actionnaires en désignant une autre personne, Actionnaire ou non, comme son représentant.

15.4. Si la convocation le prévoit, tout Actionnaire peut participer à toute assemblée générale des Actionnaires par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout moyen similaire de communication permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée d'être

identifiés et de s'entendre et de se parler. Les Actionnaires qui participent à une assemblée générale des Actionnaires par ces moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

15.5 Le bureau de tout Assemblée Générale dressera les procès-verbaux de l'Assemblée Générale qui seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale ainsi que par tout Actionnaire qui en exprimera le souhait.

15.6 Toute copie et extrait de procès-verbaux originaux devant être produit en justice ou être communiqués à un tiers, doivent être certifiés conforme à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte original, dans le cas où l'Assemblée générale a été enregistrée dans un acte notarié, ou signée par le Président ou par deux (2) membres du bureau de l'Assemblée générale, le cas échéant.

Article 16. QUORUM ET VOTE

16.1. Chaque Action donne droit à une voix, sous réserves des dispositions de la Loi et des Statuts. Sauf disposition contraire de la Loi ou des Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté à telle assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

16.2. Pour toute décision votée, la Société établira le nombre de votes exprimés valablement, la proportion du capital représenté et le nombre de votes pour et contre la décision, ainsi que les abstentions si et dans la mesure où demandé par tout Actionnaire. Si aucune demande n'est introduite à l'assemblée générale des Actionnaires, la Société déterminera uniquement si la mesure proposée a été adoptée ou non.

Article 17. AJOURNEMENT DES ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES

17.1. Sous réserve des dispositions de la Loi, le Conseil d'Administration peut ajourner toute assemblée générale des Actionnaires, y compris toute assemblée générale des Actionnaires convoquée afin de résoudre des Questions Requirant la Majorité Qualifiée des Actionnaires, pour une période de quatre (4) semaines.

17.2. Le conseil d'Administration doit ajourner toute assemblée générale des Actionnaires s'il l'est demandé par un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital de la Société.

17.3. Dans le cas d'un tel ajournement d'une assemblée générale des Actionnaires, toute décision déjà adoptée dans cette assemblée sera annulée.

TITRE VI.-EXERCICE SOCIAL – REPARTITION DES BENEFICES

Article 18. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Article 19. REPARTITION DES BENEFICES

L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, à un moment quelconque, pour une cause quelconque, ladite réserve tombe en dessous de dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice est à la libre disposition de l'assemblée générale des Actionnaires. Les bénéfices distribués aux actionnaires sous forme de dividendes en espèce sont distribués proportionnellement à chacun des Actionnaires existant dans l'actionnariat dans le capital de la Société, mais seulement au prorata par rapport au niveau des contributions en cas d'actions partiellement libérées.

TITRE VII.-DISSOLUTION-LIQUIDATION

Article 20. DISSOLUTION ET LIQUIDATION

La Société peut être dissoute par décision de l'Assemblée générale des Actionnaires statuant dans les formes prescrites pour les modifications des statuts. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personne physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

TITRE VIII.- LOI APPLICABLE

Article 21. LOI APPLICABLE

Pour tous les points non réglés par les Statuts, il est fait référence à la Loi.»

QUATRIEME RESOLUTION:

L'Assemblée décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'allouer un tantième à chaque administrateur d'un montant de dix mille Euros (EUR 10.000,-) bruts et d'un montant de quinze mille euros (EUR 15.000,-) bruts au Président du Conseil d'Administration soit un total de soixante-quinze mille Euros (EUR 75.000,-) pour l'année 2016 et d'effectuer le paiement si possible avant le 31 décembre 2016.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent acte avec le Notaire.

Signé : BECKER, GLOD, ARRENSDORFF

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/40496

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signe) MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 13 janvier 2017